

de l'Union de la Gauche. La renonciation de Marchais à critiquer les institutions, les déclarations rassurantes de Séguin sur la « gestion » de la démocratie avancée, montrent que le PCF en se situant sur le strict terrain électoral n'a aucun moyen de pression sur Mitterrand.

3) A l'inverse, Mitterrand n'est nullement l'otage du PCF, il apparaît de plus en plus ouvertement comme une solution de rechange possible pour la bourgeoisie. La caution qu'il a obtenue de l'Internationale Socialiste, les engagements qu'il a obtenus en politique étrangère (maintien dans la zone d'influence de l'impérialisme US), le rôle qu'il joue comme véritable arbitre, qui sera renforcé par une progression électorale du PS, lui laissent les mains libres pour mener son propre jeu au besoin sans le PC par la suite.

4) Ce qui avait été affirmé sur l'absence de « dynamique unitaire », du fait de la nature de classe du PS, par la minorité se trouve largement vérifié. Force est aujourd'hui de constater qu'une telle dynamique n'existe pas dans la classe ouvrière. Nulle part l'Union de la Gauche ne soulève l'enthousiasme, et ne se traduit par un véritable courant de mobilisation ouvrière qui avait caractérisé un mouvement comme celui de 36.

L'accord d'Union de la Gauche est pris pour ce qu'il est : un vulgaire accord électoral et le caractère de plus en plus droitier de la campagne du PC désoriente les militants et les travailleurs.

5) C'est ce qu'ont compris des forces comme la CFDT et le PSU qui tentent d'exprimer ce courant critique qui existe aujourd'hui dans la classe ouvrière.

6) Le débat sur les Comités d'Union Populaire ne peut être abordé qu'à partir de là.

Si l'on explique que des Comités d'Union Populaire ne peuvent devenir des structures de masse, c'est par la nature même de l'Union de la Gauche qu'il faut l'expliquer.

Ces comités ne pourraient se développer que comme réalisation d'un front unique qui n'existe pas étant donné la nature du PS.

En cas de victoire de l'Union de la Gauche, la mobilisation des masses passerait par d'autres structures (comités de grève, etc...).

Il sera nécessaire de revenir après les élections sur le bilan de cette analyse fautive, sous peine de graves erreurs.

DYCK, LOUIS,
SAND, ROGER,
SPIROU

Ramos

POUR UNE APPLICATION CONSEQUENTE DE LA THESE 15 DE LA RESOLUTION POLITIQUE DU CONGRES

La dénonciation des « voies parlementaires » du socialisme ne saurait rester négative sous peine de perdre l'essentiel de sa valeur auprès des travailleurs qui admettent difficilement les critiques « non constructives », et surtout, elle n'entrerait ainsi dans aucune dynamique transitoire.

Inversement la forme politique (le contenu organisationnel) de la formule « algébrique » GOP, ou « gouvernement des travailleurs » ne peut être prévue, ni inventée et ne peut donc se préciser qu'au cours de la crise révolutionnaire elle-même. Mais la conception du pouvoir ouvrier comme démocratie directe s'exerçant par des comités de masse de base élisant par degrés des mandataires révocables à tout moment si, par sa nature générale, reste au niveau de la propagande, n'en doit pas moins, dans une période électorale, où la question du pouvoir est posée, jouer le rôle de clé de voûte de notre argumentation politique.

Par conséquent nous devons rechercher, avec acharnement, toute occasion de l'actualisation agitative du mot d'ordre des « comités ouvriers » (au sens soviétique du mot). Une telle actualisation s'effectue en particulier par la popularisation des expériences de démocratie ouvrière (comités de grève démocratiques, comités de soutien, etc...). Mais malgré la valeur pédagogique de ces mots d'ordre, un hiatus existe entre l'expérience de tels comités et la perspective des comités de type « soviets ». Ici, il n'est pas mauvais de chercher des leçons dans les

précédents historiques du marxisme révolutionnaire. Soutenir les réformistes « comme la corde soutient le pendu », c'est-à-dire : être pleinement avec les travailleurs dans leurs expériences, tout en leur dénonçant avec la dernière énergie, les mystifications et les périls, est une tactique politique qui n'a jamais été conduite par des communistes authentiques sans les appeler à s'organiser pour soutenir, contrôler, et « éventuellement » redresser, puis remplacer le pouvoir exercé par ses mandataires réformistes. Lénine (in « La Maladie Infantile du Communisme ») le proposait aux communistes d'Angleterre à l'égard des travaillistes en proposant aux travailleurs de ce pays l'exemple alors vivant des soviets (mais sans qu'il existât des soviets en Angleterre). En fin 1935, alors que le mot d'ordre de « soviets » avait perdu de son actualité et de son prestige (le mot d'ordre sectaire « les soviets partout » s'éteignait avec les derniers échos de la sombre troisième période), Trotsky recommandait à la formation trotskyste française (pourtant alors faible) de saisir l'occasion de toute lutte, même éclatante sur des revendications limitées, défensives, pour lancer le mot d'ordre de « comités d'action de masse » (« chaque 200, 500 ou 1000 citoyens qui adhèrent au Front Populaire », locaux ou d'entreprise (Où va la France ? : « Front Populaire ou Comités d'action ? »)).

Aujourd'hui, la Ligue Communiste, considérablement plus forte que l'organisation trotskyste d'alors, et qui peut s'appuyer sur le souvenir vivant de nombres d'expériences de comités d'action, et de comités de grève, surgis en 1968 et depuis, doit s'emparer de cette